

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau des Installations classées,
de l'Utilité publique et de l'Environnement
Section des Installations Classées
DCPPAT – BICUPE – SIC – LL – n° 2018 - 115

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de LUMBRES

ÉTABLISSEMENT SICAL

----- ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Le Préfet du Pas-de-Calais,

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles **L.171-6, L.171-8, L.172-1, L. 511-1 et L.514-5** ainsi que le chapitre VII du titre V de son livre V « Produits et équipements à risques », et notamment ses articles **L.557-46 et L.557-61** ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples qui abroge et remplace l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

VU les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé qui stipulent notamment :

Article 11 :

« I. - Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles. »

Article 13 :

« Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L.557-58 du Code de l'Environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L.557-46 dudit Code.

VU les différents actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 ayant autorisé la société SICAL à exploiter une papeterie/cartonnerie au 69, rue du docteur Pontier à LUMBRES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU le plan de contrôle du frictionneur du 3 avril 2014 rédigé par la société SICAL et validé par l'APAVE ;

VU le rapport de l'Inspection de l'environnement en date du 24 avril 2018 ;

VU la lettre de l'Inspection de l'environnement en date du 24 avril 2018 informant la société SICAL de la proposition de mise en demeure ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 13 mars 2018, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté les faits suivants :

- la société SICAL a déclaré suivre l'équipement dénommé frictionneur selon un plan de contrôle établi conformément au cahier technique professionnel COPACEL ; cette information est reprise et confirmée dans le tableau des équipements sous pression arrêté au 1^{er} mars 2018 ;
- le plan de contrôle du frictionneur prévoit des contrôles et mesures à effectuer chaque année et cela conformément aux dispositions du cahier technique COPACEL.

Considérant que la dernière série de contrôles effectuée sur le frictionneur fournie par la société SICAL date du 13 avril 2016 ;

Considérant que dès lors que cet équipement sous pression est utilisé sans avoir réalisé les contrôles nécessaires depuis le 13 avril 2017 ;

Considérant que les équipements sous pression sont réglementés car l'énergie contenue dans ces équipements est très importante et peut, en cas de défaillance de l'enceinte (chocs, corrosion...), entraîner la destruction de l'appareil avec des vapeurs provoquant des dégâts humains et matériels dans le voisinage des lieux de l'accident ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 11 et 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société SICAL de respecter les prescriptions des articles 11 et 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il convient donc de mettre en demeure la société SICAL de respecter ces dispositions ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La société SICAL dont le siège social est situé 69, rue du Docteur Pontier - 62380 LUMBRES, est mise en demeure de respecter dans un **délai d'un mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles **11** et **13** de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, en réalisant les contrôles prévus par le plan de contrôle du frictionneur du 3 avril 2014 rédigé par la société SICAL et validé par l'APAVE.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles **L.171-8** et **L.557-58** du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.421-1** du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de SAINT-OMER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SICAL et dont une copie sera transmise à M. le Maire de LUMBRES.



Arras, le **09 MAI 2018**
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE

Copies destinées à :

- Société SICAL, 69, rue du Docteur Pontier à LUMBRES .
- Mairie de LUMBRES
- Sous-Préfecture de SAINT-OMER
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono